

Budgets fédéraux – renseignement et cybersécurité

La Belgique consacre des moyens modestes au renseignement «économique» (sécurité intérieure/militaire/cyber). Par exemple, **la Sûreté de l'État (VSSE)** emploie environ 600 agents pour un budget annuel d'environ 50 millions d'euros ¹. De même, **le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS)** – le renseignement de la Défense – compte ~900 personnes et un budget annuel proche de 50 M€ ². Ces budgets sont gérés au sein des ministères (Justice pour la VSSE, Défense pour le SGRS) et n'apparaissent pas sous forme de crédits séparés. Quant au **Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB)**, il n'a pas de dotation publique distincte connue, mais le gouvernement fédéral a débloqué 55 M€ en 2025 pour renforcer la cybersécurité des administrations ³ ⁴. D'autres services fédéraux (même s'ils relèvent d'autres SPF) participent à l'«intelligence économique» au sens large, notamment le SPF Économie/Protection des consommateurs (conseil des PME) ou les structures de coordination (Comité I, etc.), mais leurs budgets spécifiques ne sont pas ventilés publiquement.

Actions régionales – veille stratégique et soutien aux entreprises

Les Régions belges investissent surtout dans l'innovation et la cybersécurité des entreprises plutôt que dans le renseignement stricto sensu. En **Wallonie**, le programme *Digital Wallonia* a lancé le dispositif **Cyberwal** (2024) pour fédérer recherche, innovation et formation en cybersécurité, et déploie des outils gratuits pour PME ⁵ ⁶. La Wallonie propose aussi un **chèque «cybersécurité»** remboursant jusqu'à 50 % d'un audit/diagnostic PME ⁷. En **Flandre**, des financements publics (via VLAIO, agents de développement économique) soutiennent clusters techno et PME innovantes, avec une attention aux menaces informatiques et à la veille stratégique, mais sans budget renseignement dédié. Pour **Bruxelles-Capitale**, le plan régional Digital.brussels comprend des mesures pour la sécurité des données des PME, sans structure de renseignement propre. En pratique, les actions régionales se focalisent sur l'**aide aux PME** (audit, formations, clusters numériques) plutôt que sur des services de renseignement formels.

Évolution historique et repères

Après la fin de la Guerre froide, les budgets de la Défense et du renseignement ont d'abord diminué dans les années 1990-2000. L'attentat du 11 septembre 2001 et la montée du terrorisme ont cependant orienté la Belgique vers un renforcement progressif des services de sécurité. Dans les années 2000, la VSSE a été réformée (loi de 2007) mais restait de taille réduite. Les attentats de 2016 (Bruxelles/Paris) ont fait l'objet d'enquêtes parlementaires et ont conduit à des plans de sécurité (Plan national de sécurité) impliquant le renseignement militaire et civil, sans toujours dévoiler les crédits associés ⁸. Depuis 2020-2021, sous l'impulsion du gouvernement (ministre de la Justice Koen Geens, puis Vincent Van Quickenborne), la **VSSE a vu son effectif croître fortement** (fin 2022 ~810 personnes) et «investit massivement dans le personnel et les ressources de la Sûreté de l'État» ⁹ ¹⁰, avec pour objectif ~1000 agents d'ici 2024 ¹¹. Parallèlement, la cyber-menace grandissante (attaques russes, etc.) a fait passer la cybersécurité au rang de priorité nationale – d'où l'injection de nouveaux moyens, tel que le

budget spécial 55 M€ pour 2025 ³ ⁴ . Côté Défense, les réformes militaires (chapitre *Plan Defence*) et la nouvelle loi militaire (2022) ont ramené le budget dans les cibles OTAN, notamment après la guerre en Ukraine (2022) qui a accéléré les augmentations depuis 2023.

Budget Défense vs. budgets renseignement

Les écarts sont considérables. En 2023 la dépense militaire totale de la Belgique a atteint environ **7 061,8 millions d'euros** ¹² , contre à peine une cinquantaine de millions pour chacun des principaux services de renseignement (VSSE ~50 M€, SGRS ~50 M€). Autrement dit, le « renseignement économique » (VSSE+SGRS) représente moins de 2 % du budget Défense seul. Plus généralement, la dépense de Défense est passée de ~4-5 milliards € en 2010 à plus de 7 milliards € en 2023 ¹³ ¹² , tandis que les crédits (inconnus) du renseignement civil/militaire ont augmenté marginalement.

Crédit budgétaire (approx.)	2023	Évolution 2010–2023	Source
Défense nationale (OTAN/ inclus tout)	~7 062 M€ ¹²	↑ de ~30% (2010 ≈5 000 M€ à 2023)	Banque mondiale ¹³ ¹²
VSSE (Sûreté de l'État)	≈50 M€ ¹	+n/a (~const. depuis 2000)	Wikipedia (publicité) ¹
SGRS (Renseignement Défense)	≈50 M€ ²	+n/a (~const.)	Wikipedia ²
Centre Cybersécurité (CCB)	<i>non spécifié</i>	–	–
Total renseignement économique	≈100 M€	–	<i>Estimation (VSSE+SGRS)</i>

Cette comparaison illustre l'ampleur des ressources consacrées à la Défense par rapport aux services de renseignement économique/police. Même en ajoutant d'autres dispositifs (OCAM, SPF Économie, etc.), le rapport reste de l'ordre de 100 à quelques centaines de millions, contre plusieurs milliards pour la Défense.

Comparaisons internationales

À l'échelle européenne, la Belgique se situe dans la moyenne basse des budgets de renseignement relatifs à la taille de l'économie. Par exemple, la France consacre des centaines de millions d'euros au renseignement d'État (DGSI) et à son agence extérieure **DGSE** (budget 2024 supérieur à 500 M€), financés en grande partie par le ministère de la Défense ¹⁴ . L'Allemagne, plus grande puissance économique, alloue bien davantage: le seul budget du **Bundesnachrichtendienst (BND)** était de 1,08 milliard € en 2021 ¹⁵ (plus les budgets de la protection du territoire BfV et du renseignement militaire MAD). Aux Pays-Bas, l'agence intérieure **AIVD** disposait d'un budget d'environ 249 M€ en 2018 ¹⁶ (le renseignement militaire MIVD vient en sus). Dans les pays nordiques, les services de sécurité (SÄPO en Suède, PST en Norvège, SUPO en Finlande) restent plutôt modestes (quelques dizaines de millions d'euros par an), reflétant des États aux menaces moindres. Globalement, la plupart des pays riches investissent proportionnellement davantage que la Belgique en renseignement économique/ cybersécurité, souvent dans le cadre de budgets intérieurs ou de Défense.

Sources : Données publiques et rapports officiels (VSSE, SGRS), presse (Belga/RTBF) et bases de données (CEIC/World Bank pour Défense ¹², articles gouvernementaux ou sites spécialisés pour autres pays ¹⁵ ¹⁶). Des relectures parlementaires et rapports d'activité confirment la tendance à l'augmentation des effectifs VSSE/SGRS sans publier de chiffres budgétaires précis ¹⁰ ⁸. Ces éléments montrent qu'en Belgique les moyens dévolus à la sécurité économique (internationale et cyber) restent limités comparés aux budgets défense, avec cependant une augmentation récente ciblée pour la cybersécurité fédérale ³ ⁴.

¹ State Security Service (Belgium) - Wikipedia

[https://en.wikipedia.org/wiki/State_Security_Service_\(Belgium\)](https://en.wikipedia.org/wiki/State_Security_Service_(Belgium))

² Belgian General Information and Security Service - Wikipedia

https://en.wikipedia.org/wiki/Belgian_General_Information_and_Security_Service

³ Le gouvernement fédéral alloue 55 millions d'euros à la cybersécurité des administrations - AraBel

<https://www.arabel.fm/le-gouvernement-federal-alloue-55-millions-deuros-a-la-cybersecurite-des-administrations/>

⁴ Cybersécurité : les administrations publiques recevront 55 millions d'euros pour mieux se protéger - RTBF Actus

<https://www.rtbf.be/article/cybersecurite-les-administrations-publiques-recevront-55-millions-d-euros-pour-mieux-se-protoger-11554699>

⁵ ⁶ Mise en œuvre de NIS2. Cyberwal by Digital Wallonia renforce la cybersécurité des PME | DigitalWallonia.be

<https://www.digitalwallonia.be/fr/publications/nis2-cyberwal-by-digital-wallonia-cybersecurite-pme/>

⁷ Être accompagné par un expert pour sécuriser les données de mon entreprise - Chèque "cybersécurité"

<https://www.wallonie.be/fr/demarches/etre-accompagne-par-un-expert-pour-securiser-les-donnees-de-mon-entreprise-cheque-cybersecurite>

⁸ 54K3267001.indd

<https://www.dekamer.be/doc/FLWB/pdf/54/3267/54K3267001.pdf>

⁹ Intelligence report 2021-2022 | VSSE

<https://www.vsse.be/fr/intelligence-report-2021-2022>

¹⁰ ¹¹ vsse.be

https://www.vsse.be/sites/default/files/ra-vsse-2022-fr-web-r2_0.pdf

¹² Belgium | Defense and Official Development Assistance | CEIC

<https://www.ceicdata.com/en/belgium/defense-and-official-development-assistance>

¹³ Belgium Military Spending/Defense Budget | Historical Chart & Data

<https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/bel/belgium/military-spending-defense-budget>

¹⁴ France : French intelligence largely spared from budgetary constraints - 30/04/2025 - Intelligence Online

<https://www.intelligenceonline.com/government-intelligence/2025/04/30/french-intelligence-largely-spared-from-budgetary-constraints,110442432-art>

¹⁵ Federal Intelligence Service - Wikipedia

https://en.wikipedia.org/wiki/Federal_Intelligence_Service

¹⁶ General Intelligence and Security Service - Wikipedia

https://en.wikipedia.org/wiki/General_Intelligence_and_Security_Service